

INTRODUCTION

1. La 25^e session du Comité FAO/OMS de coordination pour l'Afrique (ci-après «le Comité») s'est tenue à Kampala (Ouganda) du 27 au 31 janvier 2025, à l'aimable invitation du Gouvernement de l'Ouganda. M. Hakim Mufumbiro Baligeya, responsable principal des normes au sein du Bureau national de normalisation de l'Ouganda (UNBS), a présidé la réunion, laquelle a rassemblé les représentants de 24 pays membres de la région, de 8 organisations ayant le statut d'observateur et de 4 pays membres et une organisation membre extérieurs à la région. La liste des participants figure à l'annexe I.

OUVERTURE DE LA SESSION

2. M. Francis Mwebesa, Ministre du commerce, de l'industrie et des coopératives de l'Ouganda, a pris la parole devant les délégués. Après avoir souligné l'importance que l'Ouganda attachait au Codex et à son travail, il a indiqué que le pays s'employait à se doter d'une infrastructure de normalisation, ce qui passait par la construction de laboratoires d'analyse des aliments et l'amélioration des mécanismes de conformité pour garantir l'accessibilité et la disponibilité d'aliments sûrs et nutritifs. Il a par ailleurs insisté sur le fait que la session serait l'occasion d'aborder des questions essentielles pour ce qui est d'améliorer la sécurité sanitaire et la qualité des aliments sur le continent et de permettre à la région d'adopter et de mettre en œuvre des approches novatrices telles que l'approche «Une seule santé». Il a conclu son intervention en exhortant tous les pays membres du Comité à s'attaquer en priorité à la réduction des entraves non tarifaires et des obstacles techniques au commerce, qui perturbent les chaînes d'approvisionnement et entament la confiance entre les partenaires commerciaux.
3. M. Bright Rwamirama, Ministre d'État chargé de l'industrie animale au sein du Ministère de l'agriculture, de l'industrie animale et des pêches de l'Ouganda, a souhaité la bienvenue aux participants et a souligné combien le commerce était important pour permettre à l'Afrique d'assurer un avenir plus prospère et plus radieux pour tous. Il a ensuite indiqué qu'il était nécessaire de renforcer les partenariats et la collaboration afin de promouvoir la sécurité sanitaire des aliments et le respect des normes du Codex, et qu'il fallait, pour ce faire, mettre en place des mécanismes durables de normalisation et d'harmonisation des normes, s'engager dans la transformation des systèmes agroalimentaires et encourager l'adoption de l'approche «Une seule santé» pour gérer les risques émergents en matière de sécurité sanitaire des aliments. Pour conclure, il a fait valoir que ces efforts étaient déterminants si l'on voulait bâtir des systèmes agroalimentaires résilients et tirer parti des possibilités commerciales offertes par la Zone de libre-échange continentale africaine, de façon à pouvoir protéger la santé et la sécurité des quelque 1,4 milliard d'habitants que compte l'Afrique.
4. M. Antonio Querido, Représentant de la FAO en Ouganda, M. Kasonde Mwinga, Représentant de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) en Ouganda (représenté par M^{me} Kira Koch, Coordinatrice du programme relatif aux systèmes de santé au sein du Bureau de l'OMS en Ouganda), M. Allan Azegele, Président de la Commission du Codex Alimentarius (ci-après «la Commission»), M. James N. Kasigwa, Directeur exécutif de l'UNBS, et M^{me} Sarah Cahill, Secrétaire du Codex, ont également pris la parole devant le Comité.

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR (point 1 de l'ordre du jour)¹

5. Le Comité a adopté l'ordre du jour en procédant aux ajouts suivants, qui seront examinés au titre du point 11 (Autres questions):
 - proposition de nouveaux travaux sur une norme régionale sur les caroubes fermentées (*Parkia biglobosa*);
 - proposition tendant à établir un organe subsidiaire de la Commission du Codex Alimentarius.
6. Le Comité est également convenu:
 - d'examiner un rapport sur les activités menées dans le domaine de la sécurité sanitaire des aliments par l'Union africaine de 2023 à 2024 (document CRD06), au titre du point 4 de l'ordre du jour;
 - de créer un groupe de travail de session ouvert à tous les membres et observateurs, et travaillant en anglais, en français et en portugais, qui sera chargé de se pencher sur le point 7 de l'ordre du jour (Plan stratégique du Codex pour 2026–2031 – état d'avancement et prochaines étapes) et d'élaborer des recommandations qui seront examinées en séance plénière.

¹ CX/AFRICA 25/25/1; CRD03 (Nigéria); CRD06 (Union africaine); CRD12 (Kenya).

ALLOCUTION PRINCIPALE: HARMONISATION ET APPLICATION DES NORMES DE SÉCURITÉ SANITAIRE ET DE QUALITÉ DES ALIMENTS EN AFRIQUE – POSSIBILITÉS DE COLLABORATION ENTRE LE CODEX ET L'ORGANISATION RÉGIONALE AFRICAINE DE NORMALISATION (point 2 de l'ordre du jour)²

7. Le Représentant de la FAO, intervenant au nom de la FAO et de l'OMS, a présenté ce point, rappelant que l'objectif principal de celui-ci était de faciliter un débat ouvert sur un sujet pertinent pour la région. Il a indiqué que le thème choisi était l'harmonisation et l'application des normes de sécurité sanitaire et de qualité des aliments. Le Représentant a souligné les possibilités et le potentiel de collaboration entre le Codex et l'Organisation régionale africaine de normalisation (ORAN) s'agissant de promouvoir l'harmonisation des normes alimentaires au niveau régional, de stimuler le commerce des denrées alimentaires en Afrique et d'atteindre les objectifs de la Zone de libre-échange continentale africaine relatifs à la sécurité sanitaire et à la qualité des aliments ainsi qu'aux mesures sanitaires et phytosanitaires. Il a mis en évidence la nécessité de se pencher sur la façon dont les pays membres du Comité FAO/OMS de coordination pour l'Afrique pourraient tirer parti des possibilités de collaboration présentées pour renforcer leur contribution aux activités d'établissement de normes.
8. L'allocution principale a été prononcée par M. Hermogene Nsengimana, Secrétaire général de l'ORAN, qui a souligné l'importance de l'harmonisation des normes, de leur adoption et de leur application par les pays, et a donné un aperçu du thème, en mettant l'accent sur les aspects suivants:
 - ampleur et évolution du travail de l'ORAN, y compris les efforts déployés pour intégrer les normes du Codex lorsqu'elles sont pertinentes pour la région;
 - nécessité de créer une culture de la qualité au moyen d'activités de renforcement des capacités, qui faciliteraient l'application des normes dans les pays africains;
 - nécessité de se concentrer sur les chaînes de valeur prioritaires, d'élaborer des normes pertinentes et de mener des activités apportant une valeur ajoutée, qui visent à rendre compétitives les denrées produites en Afrique;
 - importance de la participation aux processus d'établissement de normes aux fins de l'élaboration de normes et de leur application, et nécessité de promouvoir une participation accrue des membres de la région;
 - difficultés découlant du manque d'harmonisation;
 - importance de l'appui prêté à des évaluations de la conformité qui présentent un bon rapport coût-efficacité, en mettant l'accent sur la croissance des petites et moyennes entreprises et du secteur privé en général;
 - nécessité de définir clairement et d'un commun accord les responsabilités relatives au cadre réglementaire et institutionnel pour l'infrastructure permettant de garantir la qualité.

Débats

9. À la 25^e session du Comité FAO/OMS de coordination pour l'Afrique, les membres ont échangé des vues sur les éléments mis en évidence par l'orateur principal et:
 - ont salué les efforts déployés par l'ORAN pour harmoniser les normes alimentaires sur le continent et promouvoir l'harmonisation des normes de sécurité sanitaire et de qualité des aliments qui pourraient contribuer à protéger davantage la santé des consommateurs et faciliter les pratiques loyales dans le domaine du commerce des denrées alimentaires;
 - se sont félicités de la collaboration entre les organisations d'établissement de normes aux fins de l'harmonisation et ont proposé des moyens d'améliorer la collaboration dans la région, comme des groupes de travail;
 - ont encouragé les membres du Codex de la région du Comité à partager les informations pertinentes et à définir des mécanismes qui favoriseraient l'harmonisation des normes, textes et réglementations relatifs à la sécurité sanitaire et à la qualité des aliments;
 - ont reconnu la nécessité de renforcer les capacités de produire des données en lien avec des institutions de recherche, afin d'étayer les activités d'établissement de normes, ainsi que de repérer les questions nouvelles et d'y répondre;
 - ont souligné qu'il importait de promouvoir la collaboration institutionnelle, en s'appuyant sur les

² CX/AFRICA 25/25/2; CRD05 (République-Unie de Tanzanie); CRD07 (Zambie); CRD08 (Burundi); CRD09 (Cabo Verde); CRD12 (Kenya).

compétences du Codex, et l'harmonisation scientifique des activités d'établissement de normes;

- ont salué les efforts déployés par les pays membres du Comité pour participer de manière effective aux activités du Codex et mettre en place des mécanismes permettant d'appliquer efficacement les normes et textes harmonisés.
- Lorsqu'il existe des normes internationales, les pays membres sont encouragés à les intégrer dans les réglementations continentale et nationale, et à les appliquer.

10. Le secrétariat du Codex a souligné l'importance et les avantages d'une participation active à l'établissement de normes du Codex, et a expliqué les multiples solutions dont disposaient les membres du Comité pour participer au travail du Codex, indiquant qu'ils pouvaient notamment prendre part aux travaux des comités techniques, répondre aux lettres circulaires, demander des données à l'appui des activités d'évaluation des risques et contribuer aux groupes de travail électroniques. Il a aussi mis en évidence l'occasion offerte par le nouveau Plan stratégique du Codex 2026-2031 d'améliorer la collaboration avec les organisations internationales pertinentes, en précisant que le Comité pourrait servir de forum pour la promotion d'une collaboration renforcée. Les informations sur les secteurs agroalimentaires considérés comme prioritaires dans la région et les cibles relatives à la transformation des aliments pourraient également servir à déterminer les nouveaux domaines de travail au sein du Comité, de sorte que ceux-ci soient alignés sur les priorités et objectifs régionaux. Par ailleurs, il a été souligné qu'il importait de faire mieux connaître les liens existants entre les normes du Codex et celles de l'ORAN.

Conclusion

11. Le Comité FAO/OMS de coordination pour l'Afrique, à sa 25^e session:
- i. a remercié l'orateur principal, M. Hermogene Nsengimana, et a pris note des informations et des observations communiquées lors des débats, en particulier celles qui soulignaient l'importance de l'harmonisation des normes s'agissant d'atténuer les risques en matière de sécurité sanitaire des aliments et d'améliorer le développement économique;
 - ii. a encouragé les pays à mettre en place des cadres nationaux qui garantiraient l'harmonisation et la promotion des normes de sécurité sanitaire des aliments, tout en renforçant le travail du Codex;
 - iii. a exhorté les pays à renforcer le travail multisectoriel et multidisciplinaire sur les normes alimentaires par la création de mécanismes actifs de coordination entre les communautés de la sécurité sanitaire des aliments et les autres parties prenantes au sens large;
 - iv. a souligné qu'il importait d'intensifier la coopération entre différents secteurs et disciplines en organisant systématiquement des consultations renforcées dans le cadre de l'élaboration des normes alimentaires, qui consisteraient notamment à partager des données entre secteurs pour renforcer les systèmes de contrôle des aliments dans la région;
 - v. a pris acte de la détermination des membres dans la région, ainsi que de la FAO et de l'OMS, à renforcer de plus en plus les capacités aux fins de la collaboration multisectorielle entre, par exemple, l'agriculture, la santé, le secteur vétérinaire, la sécurité sanitaire des aliments et l'environnement aux niveaux national, régional et international;
 - vi. a souligné la nécessité de contribuer véritablement aux processus d'établissement de normes, d'harmoniser les lois et règlements avec les normes internationales et, surtout, d'appliquer efficacement ces normes pour mieux protéger la santé publique et faciliter le commerce;
 - vii. a insisté sur la nécessité de créer des synergies entre le Plan stratégique du Codex 2026-2031 et d'autres initiatives continentales ou régionales;
 - viii. a appelé à renforcer la collaboration entre le Codex et l'ORAN s'agissant d'harmoniser le travail de normalisation pour les produits alimentaires prioritaires dans la région, afin d'adapter les normes existantes ou les nouvelles activités aux priorités régionales.

QUESTIONS EMANANT DE LA COMMISSION DU CODEX ALIMENTARIUS ET DES ORGANES SUBSIDIAIRES DU CODEX (point 3 de l'ordre du jour)³

12. Le Comité a noté que la plupart des points avaient une visée informative et que les questions relatives au Plan stratégique du Codex pour 2026-2031 seraient examinées au titre du point 7 de l'ordre du jour.

Conclusion

13. Le Comité FAO/OMS de coordination pour l'Afrique, à sa 25^e session:
- i. a indiqué que les membres devraient participer activement aux débats menés au sein du Comité exécutif et de la Commission (par exemple en faisant part de leur expérience s'agissant du projet d'orientations relatives à l'application des Déclarations de principes concernant le rôle de la science dans la prise de décisions du Codex et en donnant leur avis sur le cadre de suivi du Plan stratégique du Codex pour 2026-2031);
 - ii. a pris note de ce que la Commission, à sa 46^e session, avait encouragé les membres à soumettre des documents de travail ou des propositions de nouveaux travaux sur les nouvelles sources d'aliments et les nouveaux systèmes de production d'aliments, en ayant recours aux mécanismes existants;
 - iii. est convenu d'informer le Comité du Codex sur les méthodes d'analyse et d'échantillonnage (CCMAS) que les méthodes AOAC 935.47 et AOAC 939.09b pour le dosage du chlorure devaient être incluses dans la norme CXS 350-2022 en tant que méthodes de type III;
 - iv. a pris note de la demande du CCMAS, ainsi que des travaux en cours au sein de celui-ci, concernant l'élaboration de plans d'échantillonnage et a décidé d'informer le CCMAS qu'il réexaminerait cette question une fois les travaux du CCMAS terminés;
 - v. a pris note que la Commission, à sa 47^e session, et le Comité du Codex sur l'hygiène alimentaire (CCFH), à sa 54^e session, lui avaient demandé de passer en revue les *Directives régionales pour la conception de mesures de contrôle des aliments vendus sur la voie publique* (CXG 22R-1997) afin de s'assurer de leur cohérence avec les *Principes généraux d'hygiène alimentaire* (CXC 1-1969) et avec les nouvelles *Directives relatives aux mesures de contrôle de l'hygiène alimentaire sur les marchés alimentaires traditionnels* (CXG 103-2024). À cet égard, il est convenu de procéder, dans un premier temps, à une analyse et/ou à un examen comme suit:
 - a) le Coordonnateur pour l'Afrique, en l'occurrence l'Ouganda, invitera les membres à communiquer leurs observations sur les divergences éventuelles entre les directives CXG 22R-1997 et les deux textes apparentés;
 - b) un groupe de travail informel, dirigé par le Kenya avec l'appui de Cabo Verde, de la Gambie, du Ghana, de l'Ouganda et du Sénégal, analysera les directives CXG 22R-1997 par rapport aux documents CXC 1-1969 et CXG 103-2024 et examinera les réponses des membres; à la lumière de ces éléments, le groupe de travail établira, pour examen par le Comité à sa 26^e session, un document de travail dans lequel il fera le point sur la complémentarité et la cohérence des textes évalués et sur les mises à jour nécessaires;
 - c) le Comité déterminera, à sa 26^e session, les mesures qu'il conviendra de prendre.
14. Un observateur a indiqué qu'il apporterait son concours à l'examen en l'incluant dans son plan de travail, et un autre observateur s'est dit disposé à prêter appui aux pays membres pour la réalisation de l'analyse.

SÉCURITÉ SANITAIRE ET QUALITÉ DES ALIMENTS DANS LA RÉGION AFRIQUE (point 4 de l'ordre du jour)⁴

15. La Représentante de l'OMS, s'exprimant au nom de la FAO et de l'OMS, a présenté ce point de l'ordre du jour, rappelant les problèmes nouveaux mis en exergue lors de précédentes sessions du Comité FAO/OMS de coordination pour l'Afrique, notamment la résistance aux antimicrobiens, les aflatoxines, les résidus de pesticides et la faiblesse des systèmes de contrôle des aliments. Elle a également indiqué que les stratégies en matière de sécurité sanitaire des aliments établies par l'Union africaine, la FAO et l'OMS aux niveaux mondial et continental constituaient un appui fondamental et donnaient des orientations aux pays de la région aux fins de la planification et de la mise en œuvre de mesures visant à renforcer les systèmes nationaux de contrôle des aliments et à améliorer la sécurité sanitaire des denrées alimentaires.
16. La Représentante a informé les membres du Comité des activités actuellement entreprises par la FAO et l'OMS en vue d'améliorer les capacités régionales et nationales dans des domaines essentiels, notamment le

³ CX/AFRICA 25/25/3; CRD07 (Zambie); CRD09 (Cabo Verde); CRD12 (Kenya).

⁴ CX/AFRICA 25/25/4; CRD05 (République-Unie de Tanzanie); CRD06 (Union africaine); CRD07 (Zambie); CRD08 (Burundi); CRD09 (Cabo Verde); CRD10 (Sénégal); CRD12 (Kenya).

renforcement des systèmes nationaux de contrôle des aliments, la prise en compte des aspects liés à la sécurité sanitaire des aliments dans le contexte de la résistance aux antimicrobiens, le soutien aux pays et aux communautés économiques régionales en matière d'harmonisation des contrôles applicables aux aliments et de facilitation des échanges commerciaux, et la mise en avant de la sécurité sanitaire des aliments à l'occasion de la Journée internationale de la sécurité sanitaire des aliments.

17. Le Représentant de l'Union africaine (UA), se référant au document CRD06, a insisté sur les activités décrites ci-après, lesquelles ont été conduites conformément aux six objectifs stratégiques relatifs à la sécurité sanitaire des aliments en Afrique, ainsi que sur leur incidence: *renforcer les politiques et les cadres juridiques; améliorer les capacités des systèmes de contrôle des aliments; encourager la promotion et favoriser une culture de la sécurité sanitaire des aliments; faciliter le commerce et l'accès aux marchés; stimuler la recherche et l'innovation et consolider la coordination et les partenariats*. Le Représentant a aussi pris note des recommandations concernant la nécessité de: i) soutenir les comités nationaux du Codex; ii) renforcer l'application des normes du Codex par les microentreprises et petites et moyennes entreprises; iii) dispenser des formations sur la mise en place de systèmes efficaces de contrôle des aliments; iv) tirer parti des plateformes numériques; v) mobiliser des investissements durables en faveur de la sécurité sanitaire des aliments. Enfin, il a remercié les différents partenaires pour leur soutien inestimable.

Débats

18. Les participants à la 25^e session du Comité FAO/OMS de coordination pour l'Afrique ont échangé leurs points de vue sur les questions soulevées par les représentants de la FAO, de l'OMS et de l'UA. Ainsi, le Comité:
- a souligné qu'il fallait s'atteler à résoudre les problèmes d'apparition récente, notamment la fraude alimentaire, les nouveaux contaminants touchant l'environnement et la sécurité sanitaire des aliments (microplastiques, par exemple), ainsi que les problèmes actuels, notamment celui de l'eau destinée à l'irrigation des cultures;
 - a insisté sur l'importance que revêtait l'établissement d'un cadre africain structuré qui permette une meilleure collaboration et favorise l'échange d'informations entre les membres du Réseau international des autorités de sécurité sanitaire des aliments dans la région en cas d'alerte liée à la sécurité sanitaire des aliments;
 - a pris acte du rôle crucial de l'outil FAO/OMS d'évaluation des systèmes de contrôle des aliments et appelé à élargir le soutien apporté aux fins de son utilisation à d'autres pays de la région;
 - a souligné la nécessité d'intensifier l'appui fourni aux petits États insulaires en développement (PEID) en vue de renforcer leurs systèmes de contrôle des aliments;
 - a indiqué que les exigences techniques toujours plus strictes du marché nécessitaient la mise en place de bases de données régionales solides et de centres d'excellence sur lesquels on pourrait s'appuyer pour fournir des données scientifiques, des éléments probants et des avis.
19. Un observateur a attiré l'attention sur ses activités dans le domaine de la sécurité sanitaire des aliments et a proposé que le Comité, à ses prochaines sessions, intègre les observateurs dans les échanges d'informations prévus au titre de ce point de l'ordre du jour.
20. La FAO a fait savoir au Comité qu'il était prévu d'aider d'autres pays de la région à évaluer leurs systèmes de contrôle des aliments à l'aide de l'outil FAO/OMS. Elle a aussi attiré l'attention sur le fait qu'il existait des outils permettant d'aider les pays à s'attaquer au problème de la fraude alimentaire.
21. L'OMS a informé le Comité que des efforts seraient déployés afin de réactiver le groupe du Réseau international des autorités de sécurité sanitaire des aliments en Afrique, qui a été créé pour servir de plateforme visant à faciliter l'échange d'informations entre les membres de ce Réseau dans la région.
22. Le secrétariat du Codex a présenté certains travaux du Codex liés à la transition vers le numérique, indiquant, par exemple, que le Comité sur les systèmes d'inspection et de certification des importations et des exportations alimentaires (CCFICS) avait achevé l'élaboration de directives destinées à promouvoir la dématérialisation des échanges de certificats dans le cadre du commerce de denrées alimentaires, ainsi que les activités actuellement menées en vue de la transformation numérique des systèmes nationaux de contrôle des denrées alimentaires.

Conclusion

23. Le Comité FAO/OMS de coordination pour l'Afrique, à sa 25^e session:
- i. a remercié la FAO, l'OMS et l'UA pour les informations communiquées et pour l'appui technique fournis à la région;
 - ii. a pris note des informations et des observations communiquées lors des débats concernant tous les aspects abordés dans le document;

- iii. a encouragé les membres à continuer à collaborer avec la FAO et l'OMS et d'autres organisations compétentes en vue de soutenir les initiatives relatives à la sécurité sanitaire des aliments dans la région;
- iv. a encouragé les membres à adopter l'outil d'évaluation des systèmes nationaux de contrôle des aliments et à investir des ressources aux fins du renforcement de ces systèmes, ce qui servira de base à la concrétisation du plan stratégique relatif à la sécurité sanitaire des aliments;
- v. a encouragé les membres à travailler activement ensemble pour répondre au besoin pressant de données à l'appui de l'évaluation des risques et de l'établissement de normes dans la région;
- vi. est convenu de poursuivre ses efforts pour renforcer la participation aux activités du Codex, avec le soutien du Fonds fiduciaire du Codex;
- vii. est convenu d'informer la Commission, à sa 48^e session, de son intention de modifier l'ordre du jour de ses sessions pour y faire figurer les questions d'intérêt pour l'Afrique émanant d'organisations régionales et internationales.

ACTIVITÉS DU CODEX INTÉRESSANT LA RÉGION (point 5 de l'ordre du jour)⁵

- 24. Le Coordonnateur a présenté ce point et a rappelé que le document avait pour objectifs de permettre l'examen des activités menées actuellement par la Commission du Codex Alimentarius et ses organes subsidiaires et considérées comme particulièrement pertinentes ou importantes pour la région, ainsi que de recenser les problèmes éventuels et de communiquer des propositions de solutions. Il a en outre rappelé que les textes du Codex qui intéressaient grandement la région comprenaient, entre autres, les normes sur les aflatoxines, les résidus de pesticides, la fraude alimentaire et la résistance aux antimicrobiens.
- 25. En ce qui concernait le Fonds fiduciaire du Codex, le Coordonnateur a souligné qu'il devenait de plus en plus nécessaire d'en élargir la portée, de sorte qu'il puisse aussi offrir un soutien sur mesure à titre exceptionnel (formation à la rédaction de propositions, par exemple), ce qui permettrait aux pays pouvant prétendre à cette aide de soumettre leurs propositions en temps voulu dans la perspective du prochain cycle de demandes. Il a conclu son intervention en faisant mention d'autres travaux du Codex intéressant la région et entrepris par les différents comités du Codex, comme indiqué dans le document.

Débats

- 26. Les membres et les observateurs ont remercié le Coordonnateur pour le document et les activités menées et ont exprimé les avis suivants:
 - la transformation du secteur agroalimentaire africain doit s'appuyer sur des normes scientifiques et reconnues au niveau international, notamment celles élaborées par le Codex;
 - la participation active aux activités du Codex et la production et le partage de données demeurent essentiels pour la région, et des programmes ciblés pourraient être mis en œuvre, en collaboration avec d'autres partenaires régionaux et internationaux concernés, pour favoriser davantage la participation de tous les pays membres du Comité FAO/OMS de coordination pour l'Afrique;
 - il faut prévoir des périodes de transition raisonnables dans le cadre de l'application des normes nouvellement adoptées, y compris la *Norme sur les préparations de suite destinées aux nourrissons du deuxième âge et produit destiné aux enfants en bas âge* (CXS 156-1987), afin que l'approvisionnement soit assuré sans problème;
 - il est nécessaire de plaider en faveur d'un financement accru et de la mise en place de programmes de mentorat par l'intermédiaire du Fonds fiduciaire du Codex afin d'améliorer la participation et de renforcer les systèmes de sécurité sanitaire des aliments, ainsi que de contribuer à la pérennité des activités du Fonds; il pourrait être envisagé de réorganiser ce dernier de sorte qu'il puisse également soutenir la collecte de données scientifiques, laquelle est essentielle pour l'établissement et l'adoption des normes;
 - une collaboration tant verticale qu'horizontale est indispensable aux fins de l'élaboration des normes et de l'échange d'informations;
 - il est important d'intégrer les normes du Codex dans les législations nationales, car cela permettrait de stimuler le commerce intra-africain, et il convient d'étudier la possibilité de réaliser une enquête régionale visant à évaluer la manière dont les normes sont appliquées dans l'ensemble des pays membres du Comité;

⁵ CX/AFRICA 25/25/5; CRD05 (observations de la République-Unie de Tanzanie); CRD06 (présenté par l'Union africaine); CRD07 (observations de la Zambie); CRD08 (observations du Burundi); CRD11 (observations de la Fédération internationale des industries des aliments diététiques); CRD12 (observations du Kenya).

- il importe d'encourager la participation des membres du Comité FAO/OMS de coordination pour l'Afrique aux travaux du CCFICS, notamment les nouveaux travaux ayant trait aux orientations relatives aux mécanismes de recours dans le contexte du rejet de denrées alimentaires importées.

Conclusion

27. Le Comité FAO/OMS de coordination pour l'Afrique, à sa 25^e session:

- a confirmé la pertinence des normes et des domaines de travail actuels du Codex recensés dans le document CX/AFRICA 25/25/5;
- s'est dit favorable aux travaux en cours au sein des différents comités;
- est convenu d'appeler à un soutien des travaux du Codex et de la sécurité sanitaire des aliments au niveau national, ainsi que de plaider en faveur de l'augmentation des ressources du Fonds fiduciaire;
- a encouragé les membres à accueillir conjointement les groupes de travail électroniques et à y participer, ainsi qu'à soumettre des propositions de nouveaux travaux, selon qu'il conviendra.

PLAN STRATEGIQUE DU CODEX POUR 2020-2025 – MISE EN ŒUVRE DU PLAN STRATÉGIQUE PAR LE COMITÉ FAO/OMS DE COORDINATION DU CODEX POUR L'AFRIQUE (point 6 de l'ordre du jour)⁶

28. Le Président a présenté le point de l'ordre du jour et a indiqué que son examen serait divisé en deux parties, la première portant sur la mise en œuvre du Plan stratégique par le Comité, la seconde sur les progrès obtenus eu égard au plan de travail régional en matière de communication.

Mise en œuvre du Plan stratégique par le Comité FAO/OMS de coordination du Codex pour l'Afrique

29. Le Président a rappelé que les participants à la 24^e session du Comité, en 2022, avaient fixé trois objectifs prioritaires, à savoir l'objectif 1 (intervenir rapidement face aux problèmes actuels, naissants et cruciaux), l'objectif 3 (accroître les effets en faisant en sorte que les normes du Codex soient reconnues et utilisées) et l'objectif 4 (faciliter la participation de tous les membres du Codex tout au long du processus d'établissement d'une norme). Il a ensuite attiré l'attention sur les principales activités mises en œuvre dans le cadre de chaque objectif au cours de la période 2022-2024:

- **Objectif 1** – Les activités liées au premier objectif ont été menées en collaboration avec la FAO, l'OMS et d'autres organisations régionales et/ou internationales. Elles visaient à encourager la participation aux réunions du Codex et à sensibiliser davantage à la réduction des résidus de pesticides dans les aliments, au thème de la résistance aux antimicrobiens et à l'importance de la sécurité sanitaire des aliments, afin de renforcer les mesures visant à prévenir, à détecter et à gérer les risques d'origine alimentaire. On peut aussi citer les activités de renforcement des compétences scientifiques et des capacités d'analyse des risques, l'accent étant mis sur la production de données.
- **Objectif 3** – Les activités relatives au troisième objectif visaient à accroître les effets des travaux du Codex. Il s'agissait notamment d'activités d'appui à la mise en place du Fonds fiduciaire du Codex (programmes régionaux et nationaux) et d'activités de sensibilisation à la sécurité sanitaire des aliments sur le plan stratégique et au niveau local, activités menées par les membres.
- **Objectif 4** – Le but principal des activités en lien avec le quatrième objectif était d'assurer la pérennité des structures nationales du Codex. Pendant la période considérée, des pays comme l'Eswatini et la Somalie ont bénéficié d'un soutien destiné à la création et/ou au renforcement de leurs structures nationales du Codex. Parallèlement, on a relevé un recul de la participation des membres de la région aux travaux du Codex en raison de l'organisation des réunions en présentiel, après une période de réunions tenues en ligne et hybrides.

Deuxième partie – Progrès obtenus eu égard au plan de travail du Codex en matière de communication (point 6.1 de l'ordre du jour)⁷

30. Le secrétariat du Codex a présenté les progrès réalisés dans le cadre de la mise en œuvre du plan de travail régional en matière de communication et il a salué les résultats obtenus dans la région pendant la période 2022-2024. Il a noté que le Comité avait atteint tous les objectifs fixés au titre des indicateurs établis dans le plan de travail en matière de communication, qu'il avait dépassé certains d'entre eux et qu'il était devenu le contributeur le plus actif s'agissant des nouvelles et des informations relatives aux travaux du Codex publiées sur le site web du Codex. Il a de nouveau invité les membres à continuer de participer aux activités de communication du Codex et à y participer davantage.

⁶ CX/AFRICA 25/25/6; CRD07 (Zambie), CRD08 (Burundi), CRD09 (Cabo Verde), CRD10 (Sénégal), CRD12 (Kenya).

⁷ CX/AFRICA 25/25/7; CRD07 (Zambie); CRD10 (Sénégal).

31. Le secrétariat du Codex a par ailleurs présenté les résultats de l'enquête menée auprès des membres de la région pour évaluer les progrès obtenus dans l'exécution du plan de communication (annexe XXX) et a noté que, dans la région, la communication se fait le plus souvent par courrier électronique et messages WhatsApp.

Débats

32. Les membres ont échangé leurs vues au sujet des deux comptes rendus susmentionnés et ont formulé les propositions ci-après.

Plan stratégique

- Les membres ont noté avec préoccupation que le niveau de participation aux activités du Codex avait baissé. Ils ont proposé qu'un mécanisme de communication d'information des points de contact du Codex sur les activités soit établi et que les membres actifs soient encouragés à jouer le rôle de mentor auprès des autres.
- Les parties prenantes du secteur de la sécurité sanitaire des aliments devraient être constamment mobilisées à l'aide des outils de communication appropriés et les membres devraient participer aux travaux du Codex en faisant fond sur l'importance de cet enjeu.

Communication

- Les communications concernant les questions relatives au Codex devraient aussi être accessibles aux personnes ayant un handicap, notamment les malvoyants et les malentendants.
 - Il faudrait mettre au point une stratégie d'appui au renforcement des activités de communication du Codex au niveau national et soutenir la participation des parties prenantes.
 - Il faudrait aussi encourager les membres à partager des informations sur les expériences ayant donné de bons résultats, les meilleures pratiques et les défis à relever.
 - Le Codex devrait tirer parti de la technologie pour rendre la communication plus efficace, tout en tenant compte de la nécessité de continuer à utiliser les circuits de communication traditionnels, afin d'atteindre une masse critique au niveau local.
 - Le coordonnateur doit suivre les activités de communication et demander régulièrement aux membres de partager leur expérience et des récits à cet égard.
33. En réponse à certains commentaires, le secrétariat du Codex a déclaré qu'une réflexion était en cours sur l'utilisation d'outils supplémentaires dans le cadre des activités de communication, y compris sur le rôle possible et l'utilisation éventuelle de l'intelligence artificielle. S'agissant de la proposition d'un observateur relative à l'élaboration d'une stratégie de communication sur les risques, il a précisé que les membres de la région pourraient présenter une proposition en ce sens lors d'une prochaine session du Comité.

Conclusion

34. Le Comité FAO/OMS de coordination pour l'Afrique, à sa 25^e session:
- i. a pris note du rapport du Coordonnateur sur l'exécution du Plan stratégique du Codex et les activités de communication pendant la période 2022-2024;
 - ii. a estimé que les activités en cours étaient toujours pertinentes et qu'elles devaient être poursuivies en 2025;
 - iii. était d'avis que le Coordonnateur mobilise les points de contact du Codex aux fins de leur contribution à la mise au point du rapport final sur le Plan stratégique et qu'il présente au secrétariat du Codex, fin 2025, un rapport visant à faciliter la préparation par celui-ci du rapport final sur la mise en œuvre du Plan stratégique du Codex 2020-2025;
 - iv. a demandé au Coordonnateur de mobiliser les membres en vue du partage des meilleures pratiques, des défis que les pays doivent relever et des moyens permettant de les traiter et de trouver une solution;
 - v. a adopté le plan de travail en matière de communication pour 2025-2026 (annexe II).

PLAN STRATÉGIQUE DU CODEX POUR 2026-2031 – ÉTAT D'AVANCEMENT ET PROCHAINES ÉTAPES (point 7 de l'ordre du jour⁸)

35. Le secrétariat du Codex a présenté le point, en rappelant que la Commission élabore régulièrement des plans stratégiques dans le but d'accomplir son mandat, en tenant compte de la situation mondiale. Rappelant aussi que la Commission, à sa 47^e session, avait adopté le Plan stratégique pour la période 2026-2031, le secrétariat a indiqué que cela laissait une année pour élaborer le cadre de suivi et pour que les comités de coordination devant se réunir en 2025 et les autres acteurs concernés établissent les plans de travail à l'appui de la mise en œuvre du nouveau Plan stratégique. Prenant note du fait que le Plan stratégique vise à orienter les activités du Codex, il a indiqué que les plans de travail ne devaient pas être élaborés isolément des autres activités du Comité, mais plutôt que les objectifs stratégiques devaient donner la direction à suivre dans le cadre des travaux entrepris par le Comité et ses membres. Enfin, le secrétariat a noté que le projet de cadre de suivi du Plan stratégique serait communiqué en temps voulu à tous les membres pour qu'ils l'examinent et a encouragé les membres à participer au processus d'examen.
36. Le Président a rappelé que le Comité était convenu, au titre du premier point de l'ordre du jour, de créer un groupe de travail de session chargé d'examiner la mise en œuvre du nouveau Plan stratégique. Les membres se sont dits satisfaits de l'approche qui avait été adoptée pour élaborer le plan de travail à l'appui de la mise en œuvre du Plan stratégique actuel, et le Comité a de ce fait confirmé que la constitution du groupe de travail de session serait un bon point de départ. Il est convenu que le groupe serait présidé par la Zambie et examinerait les objectifs stratégiques et les résultats afin de déterminer ceux qui devaient être prioritaires pour la région et recenserait les activités à entreprendre aux fins de la concrétisation des résultats prioritaires.
37. La Zambie, Présidente du groupe de travail de session, a rendu compte des progrès accomplis dans le document CRD02. Elle a indiqué que les membres considéraient tous les objectifs comme importants pour la région et tenaient pour prioritaires les résultats 1.1, 1.2, 1.4, 2.3, 2.4, 3.2, 3.3, 3.4 et 4.1, précisant que le résultat 4.3 puis le résultat 4.2 pouvaient être considérés comme des priorités secondaires. Elle a ajouté que certaines activités susceptibles d'être entreprises avaient été recensées et indiquées dans le rapport, mais n'avaient pas été examinées par les membres. Celles-ci devraient faire l'objet de réflexions complémentaires au même titre que les activités au sujet desquelles le Comité s'était déjà mis d'accord et qui figuraient aussi, à toutes fins utiles, dans le document CRD02.
38. Le Comité a approuvé les objectifs et les résultats prioritaires et a formulé des propositions d'activités supplémentaires, à savoir:
- remédier au manque important de données et suivre les premières mesures prises par l'Union africaine à cet égard;
 - faire en sorte que les initiatives de renforcement des capacités ne concernent pas seulement les points de contact du Codex, mais s'adressent également aux autres parties mentionnées dans le résultat 2.3, notamment les délégués et les comités nationaux du Codex;
 - tenir compte du fait que la Déclaration de Kampala sur le Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine (PDDAA) pourrait servir à déterminer le rôle que pourraient jouer les normes du Codex dans la transition vers des systèmes alimentaires durables et résilients;
 - promouvoir une plus grande mobilisation des communautés économiques régionales (CER) qui ont également joué un rôle d'observateurs des travaux du Codex;
 - mettre à profit les diverses journées et manifestations régionales pertinentes pour mieux faire connaître le Codex dans la région;
 - s'employer à faire reconnaître à haut niveau l'intérêt de l'approche «Une seule santé» et à promouvoir la réalisation de recherches collaboratives en adéquation avec les objectifs de l'approche «Une seule santé»;
 - favoriser l'échange de données entre les secteurs afin d'éclairer la prise de décisions sur la sécurité sanitaire des aliments;
 - utiliser davantage le modèle d'analyse des risques dans l'application des textes du Codex;
 - se pencher sur les différents leviers et projets à mobiliser pour prêter appui aux points de contact du Codex, notamment le mentorat;

⁸ CX/AFRICA 25/25/8; CRD02 (rapport du groupe de travail de session sur la mise en œuvre du Plan stratégique du Codex pour 2026-2031); CRD05 (République-Unie de Tanzanie); CRD07 (Zambie); CRD08; (Burundi); CRD09 (Cabo Verde); CRD10 (Sénégal); CRD07 (Kenya).

- mettre en place des initiatives visant à mobiliser davantage les parties prenantes nationales.

39. Les débats ayant été riches et approfondis, le Président a indiqué que des progrès satisfaisants avaient été accomplis en ce qui concerne le plan de travail et que toutes les propositions avaient été consignées dans une version actualisée du tableau, qui figurait initialement dans le document CRD02. Cependant, compte tenu de l'ampleur des propositions, le Président a indiqué qu'il serait nécessaire d'affiner les idées exposées et d'élaborer un plan de travail plus concret et plus axé sur l'action d'ici à la fin de l'année 2025. Pour ce faire, le Comité a estimé que la meilleure approche à adopter serait d'établir un groupe de travail électronique chargé d'examiner et de peaufiner ces activités et de mettre la dernière main au plan de travail dans les mois à venir.

Conclusion

40. Le Comité FAO/OMS de coordination pour l'Afrique, à sa 25^e session:
- s'est engagé à faciliter la mise en œuvre du Plan stratégique du Codex pour 2026-2031;
 - est convenu de créer un groupe de travail électronique présidé par la Zambie et coprésidé par la Gambie, le Kenya, le Maroc et le Sénégal et travaillant en anglais et en français, qui aura pour mission:
 - d'élaborer un plan de travail à l'appui de la mise en œuvre en examinant et en affinant les différentes activités susceptibles d'être menées qui ont été recensées (annexe III), en désignant un responsable par activité et en mettant en place un mécanisme d'établissement de rapports;
 - de tenir compte, lorsqu'il élaborera le plan de travail, des autres stratégies pertinentes pour la région, notamment celles qui ont été élaborées par la FAO, l'OMS et l'UA;
 - de présenter un rapport au coordonnateur d'ici au 31 octobre 2025, en amont des sessions du Comité exécutif et de la Commission;
 - a encouragé les pays à prendre une part active au processus d'élaboration du cadre de suivi du Plan stratégique du Codex pour 2026-2031 et à son examen lorsqu'il sera disponible.

UTILISATION ET IMPACT DES NORMES DU CODEX DANS LA RÉGION (point 8 de l'ordre du jour)⁹

41. Le secrétariat du Codex a présenté ce point de l'ordre du jour et a remercié les membres de la région d'avoir répondu en grand nombre à l'enquête sur l'utilisation et l'impact des textes du Codex, le taux de réponse ayant presque doublé entre 2022 et 2023. Il a fait remarquer qu'il ressortait de l'enquête que les textes du Codex jouaient un rôle important dans la sécurité sanitaire et la qualité des aliments et que les membres étaient satisfaits de la portée, de l'utilité et de l'utilisation des textes du Codex. Les résultats de l'enquête mettent également en évidence les obstacles qui entravent l'utilisation et la mise en œuvre des normes du Codex dans la région, notamment le manque de ressources, les capacités de mises en œuvre locales et la durée de la mise en œuvre à l'échelle nationale, ainsi que la méconnaissance des normes du Codex chez les parties prenantes.
42. Le Président a indiqué qu'aucune norme régionale n'avait été incluse dans l'enquête et qu'il conviendrait de prendre en compte ce type de normes dans les prochaines éditions de l'enquête.

Débats

43. Les membres et les observateurs ont exprimé leur avis sur les questions abordées dans le rapport et ont notamment fait part des observations suivantes:
- il est important de recourir davantage aux outils numériques pour faciliter l'accès aux textes du Codex et leur utilisation, ainsi que pour pouvoir les actualiser plus rapidement et pour faciliter la navigation entre les différentes normes, au besoin;
 - il faut poursuivre les efforts engagés pour faire mieux connaître les textes du Codex et promouvoir leur application;
 - les plateformes interactives sont utiles pour faciliter l'accès aux informations sur l'utilisation et l'impact des textes du Codex;
 - le manque de données et d'évaluations des risques dans la région au sujet de problèmes graves qui touchent la sécurité sanitaire des aliments, comme les mycotoxines, est problématique et il convient d'y remédier si l'on veut que les normes présentent plus d'intérêt pour la région, d'autant que la résolution de ce problème faciliterait l'application des normes;
 - il convient de promouvoir et de renforcer la collecte de données;

⁹ CX/AFRICA 25/25/9; CRD07 (Zambie); CRD09 (Cabo Verde); CRD10 (Sénégal).

- il serait utile de procéder à des enquêtes sur l'utilisation et l'impact de toutes les normes régionales, sachant qu'il serait possible de choisir les textes à inclure dans les enquêtes parmi sept (7) textes régionaux;
 - l'utilisation des *Directives régionales à l'intention des services centraux de liaison avec le Codex et des comités nationaux du Codex* (CXG 43R-2003) devrait faire l'objet d'un examen, étant donné que ces directives constituent le fondement de tout travail lié aux activités du Codex au niveau national.
44. Notant qu'il était globalement entendu qu'il fallait réaliser des enquêtes sur l'utilisation et l'impact des normes régionales, le Comité a cherché à déterminer quels textes régionaux devraient être pris en compte, comme les *Directives régionales pour la conception de mesures de contrôle des aliments vendus sur la voie publique* (CXG 22R-1997) et la *Norme régionale sur la viande séchée* (CXS 350R-2022). Il a été rappelé que le Comité, à sa 25^e session, était déjà convenu d'analyser les directives CXG 22R-1997 afin de déterminer si elles devaient être révisées aux fins d'une harmonisation avec les documents CXC 1-1969 et CXG 104-2024 (voir le paragraphe **), et il a été jugé qu'il serait opportun d'inclure les directives CXG 22R-1997 dans la prochaine enquête et que cela pourrait apporter un éclairage utile en vue de leur analyse et de leur éventuelle révision.
45. Pour ce qui est d'inclure les directives CXG 43R-2003 dans la prochaine enquête, le secrétariat du Codex a fait observer qu'elles ne concernaient pas les textes relatifs à la sécurité sanitaire et à la qualité des aliments et n'étaient donc pas compatibles avec la structure actuelle de l'enquête sur l'utilisation et l'impact des textes du Codex. Toutefois, il a été rappelé que la FAO et l'OMS avaient déjà mis au point un outil de diagnostic servant à évaluer les points de contact et les comités nationaux du Codex et pouvant être utilisé pour avoir un aperçu des atouts et des capacités des points de contact dans la région.
46. Les représentants de la FAO et de l'OMS ont indiqué que l'outil de diagnostic avait déjà été mis en place dans de nombreux pays et qu'il était possible d'élargir son utilisation à d'autres pays. Les capacités des points de contact nationaux du Codex ont également été évaluées au moyen d'autres outils de la FAO et de l'OMS.

Conclusion

47. Le Comité FAO/OMS de coordination pour l'Afrique, à sa 25^e session:
- i. a pris note des résultats de l'enquête sur l'utilisation et l'incidence des textes du Codex, en particulier ceux qui concernent la région;
 - ii. a dit vouloir en apprendre davantage sur les capacités des points de contact nationaux du Codex dans la région et sur la mesure dans laquelle les *Directives régionales à l'intention des services centraux de liaison avec le Codex et des comités nationaux du Codex* (CXG 43R-2003) étaient utilisées, et a prié la FAO et l'OMS d'utiliser leurs outils pour évaluer les atouts et les capacités des points de contact dans la région, en tenant compte des dispositions des directives CXG 43R-2003, et d'établir un rapport qui sera soumis pour examen au Comité à sa 26^e session;
 - iii. a prié le secrétariat du Codex d'inclure les *Directives régionales pour la conception de mesures de contrôle des aliments vendus sur la voie publique* (CXG 22R-1997) dans la prochaine enquête sur l'utilisation et l'impact des textes du Codex.

PROPOSITIONS DE NOUVEAUX TRAVAUX (point 9 de l'ordre du jour)¹⁰

48. Le Président a rappelé que le Comité, à sa 24^e session, avait demandé au Sénégal de préparer un document de travail et un document de projet actualisé pour les deux produits concernés, en prenant en compte les lacunes ou problèmes qui avaient été mis en évidence, et de les communiquer en vue de leur examen à la prochaine session.

Proposition visant l'élaboration d'une norme régionale sur le ketiak (point 9.1 de l'ordre du jour)

49. Le Sénégal a présenté la proposition concernant le poisson braisé ou bouilli séché en se référant à la dernière version figurant dans le document CRD14 et a signalé que cette denrée était produite dans plusieurs pays et était commercialisée dans la région et au-delà. Il a également été indiqué que les nouveaux travaux consisteraient à définir les caractéristiques du produit et que la norme contribuerait à la production de denrées sans danger et de qualité, ce qui faciliterait les échanges au sein de la région. Il a été signalé que les normes du Codex sur les différents types de poisson séché qui existaient, notamment la *Norme sur les anchois bouillis salés séchés* (CXS 236-2003), la *Norme sur le poisson fumé, le poisson aromatisé à la fumée et le poisson fumé-séché* (CXS 311-2013) et la *Norme sur les poissons salés et les poissons salés séchés de la famille des Gadidés* (CXS 167-2018), ne concernaient pas ce type de produit, car les méthodes de production étaient

¹⁰ CX/AFRICA 25/25/10 Add.1; CRD05 (République-Unie de Tanzanie); CRD08 (Burundi); CRD12 (Kenya); CRD14 (Sénégal).

différentes. Il était donc nécessaire d'élaborer une norme sur le poisson braisé ou bouilli séché, salé ou non salé produit dans la région.

50. Le Président a proposé que, dans un premier temps, le Comité détermine si les membres étaient globalement favorables à la proposition, puis que, si cela était le cas, on réfléchisse à la voie à suivre pour mener ces travaux.

Débats

51. Après un débat général, le Comité a noté que les membres étaient favorables à la proposition de nouveaux travaux et a pris acte des observations suivantes:
- le produit est communément consommé dans la région et l'élaboration d'une norme sur ce produit serait bénéfique en matière de santé publique et contribuerait à l'harmonisation des différentes exigences, ce qui faciliterait le commerce intra-africain;
 - le nom du produit décrit dans la norme ainsi que le champ d'application devraient avoir un caractère général et inclure les différentes formes de poisson séché produit à partir des différentes espèces de poisson dans toute la région, que ce soit en eau douce ou en eau de mer;
 - il faudrait conserver l'appellation «ketiak» dans le titre de la norme, car il s'agit d'un nom très distinctif, qui pourrait être défini dans la section consacrée aux exigences en matière d'étiquetage, où serait ajouté le nom en anglais.
52. Le secrétariat du Codex a fait savoir qu'il faudrait bien réfléchir à la méthode ou au mécanisme qui serait adopté pour élaborer la norme sur le poisson braisé ou bouilli séché. Hormis l'utilisation de la procédure d'élaboration des normes régionales et compte tenu du fait que le produit est également commercialisé en dehors de la région, une autre possibilité consisterait à confier ces travaux au Comité du Codex sur le poisson et les produits de la pêche (CCFFP), un comité récemment activé, qui pourrait envisager de réviser la norme CXS 236-2003, qui porte sur les produits de la pêche bouillis salés séchés dont le processus de production est presque identique à celui qui est utilisé pour produire du ketiak. Ce choix irait dans le sens de la recommandation formulée par le Comité exécutif, à sa 87^e session, qui indique qu'il faudrait adopter une approche horizontale large lors de l'élaboration de normes relatives à des produits afin de prendre en compte un large éventail de produits, ainsi que les besoins de nombreux pays.
53. Il a également été indiqué que, compte tenu des débats qui ont eu lieu à la 47^e session de la Commission, le secrétariat du Codex et le secrétariat hôte du CCFFP examineraient les normes existantes relatives à des produits qui concernent le poisson. Par conséquent, la proposition pourrait être analysée dans le cadre de cet examen, sachant qu'il est important de veiller à la cohérence de l'ensemble des textes du Codex. En outre, il a été rappelé au Comité que, dans le cadre du mandat des comités de coordination, il était possible de recommander l'élaboration d'une norme internationale, si nécessaire.
54. Le Président a indiqué que le Comité avait établi la nécessité d'élaborer une norme, mais qu'il restait certaines lacunes dans le document de projet, notamment en ce qui concerne les espèces de poisson sur lesquelles devait porter la norme. Il a également mentionné qu'il fallait réfléchir davantage au mécanisme qu'il faudrait suivre pour élaborer la norme (régional ou international). Le Président a sollicité des avis quant aux prochaines étapes afin que l'on détermine s'il fallait continuer d'aborder la proposition de nouveaux travaux en tant que norme régionale ou soumettre la proposition au CCFFP afin que celui-ci élabore une norme internationale ou révise une norme existante pour y inclure ce type de produit.
55. De manière générale, les membres du Comité se sont dits favorables à l'élaboration d'une norme régionale qui favoriserait le commerce intrarégional et à une modification du document de projet visant à le faire porter uniquement sur les marchés régionaux. Les membres ont estimé que l'élaboration d'une norme régionale constituerait une approche plus efficace pour mener ces travaux.
56. Le secrétariat du Codex a ensuite fait savoir au Comité que chacune des deux voies (l'approche régionale et l'approche internationale) avait des incidences. Dans le cas de l'approche régionale, il faudrait réviser le document de projet afin de combler les lacunes constatées, et les aspects liés à la distribution internationale du produit devraient être reconsidérés, dans la mesure où les normes régionales sont mises au point et adoptées par les membres de la région et ne s'appliquent donc qu'à la région en question. Pour que le document de projet puisse être présenté à la Commission pour approbation à sa 48^e session, le Comité devrait le réviser et l'entériner au cours de la présente session. Si l'on proposait d'élaborer ou de réviser une norme internationale, il serait possible d'actualiser ou de réviser le document de projet après la session et de le transmettre au secrétariat du Codex en vue de son examen par le CCFFP. En ce qui concerne la suggestion d'adopter une approche en deux étapes qui consisterait à élaborer dans un premier temps une norme régionale, puis à la transformer en norme internationale, il a été précisé qu'il y avait une procédure spécifique pour cela et qu'il faudrait qu'une proposition de nouveaux travaux soit examinée et approuvée.

57. Le Comité est convenu de donner suite à la proposition de nouveaux travaux sur une norme régionale, a réexaminé le document de projet section par section et est convenu d'apporter les modifications suivantes:
- le titre, le champ d'application et les sections concernées du document de projet ont été modifiés afin de prendre en compte le fait que la norme qui sera élaborée comprendra tous les produits de la pêche bouillis ou braisés, salés ou non salés et pas seulement un seul produit, à savoir le ketiak;
 - il a été précisé que la norme ne s'appliquerait qu'aux produits destinés au marché régional et ne concernerait pas les produits qui pouvaient être destinés aux marchés internationaux, dont les volumes/montants commercialisés étaient jugés négligeables;
 - le texte concernant les données ou informations commerciales a été revu et complété avec les données d'autres pays qui étaient disponibles afin de prendre en compte le fait que la denrée était produite dans l'ensemble de la région;
 - les titres des sections du document de projet ont été alignées afin de veiller à ce que tous les aspects couverts par les critères relatifs aux propositions de nouveaux travaux figurant dans le Manuel de procédure, en particulier ceux qui concernent les normes relatives à des produits, soient pris en compte;
 - le calendrier des travaux a été simplifié en y indiquant le nombre approximatif de sessions du Comité qui devront avoir lieu (c'est-à-dire deux sessions du Comité après approbation des nouveaux travaux la Commission).
58. Le Comité est convenu que le Sénégal mettrait à jour et réviserait immédiatement le document de projet en fonction des modifications qu'il avait été décidé d'y apporter, afin que celui-ci puisse être inclus en annexe du rapport présenté au Comité, à sa 25^e session, pour adoption.

Conclusion

59. Le Comité FAO/OMS de coordination pour l'Afrique, à sa 25^e session, est convenu:
- i. de lancer les nouveaux travaux sur l'élaboration d'une norme régionale sur le poisson braisé ou bouilli séché, salé ou non salé et de transmettre le document de projet (annexe **IV**) en vue de son approbation par la Commission, à sa 48^e session;
 - ii. d'établir, sous réserve de l'approbation des nouveaux travaux par la Commission, un groupe de travail électronique, présidé par le Sénégal et coprésidé par la Gambie et le Mali, qui travaillerait en anglais et en français et serait chargé d'élaborer l'avant-projet de norme en vue de sa diffusion pour observations à l'étape 3 et de son examen à sa prochaine session;
 - iii. que le rapport du groupe de travail électronique serait communiqué au moins trois mois avant la 26^e session du Comité.

Proposition visant l'élaboration d'une norme sur le thiakry (point 9.2 de l'ordre du jour)

60. Le Sénégal a présenté ce point de l'ordre du jour. Il a indiqué que la proposition de nouveaux travaux concernait la préparation à base de granulés de céréales ou autres végétaux précuits communément appelée «thiakry», qui est très consommée dans plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest. L'objectif principal de la norme est de favoriser l'harmonisation des pratiques de production dans la région, de garantir la qualité et la sécurité sanitaire des produits et de promouvoir ainsi la compétitivité des céréales locales produites dans la région. Le Sénégal a indiqué que la dernière version du document de projet présentée sous la cote CRD14 portait exclusivement sur les produits à base de mil. Par ailleurs, il a été souligné que les normes existantes du Codex sur les céréales, en particulier la *Norme sur le mil chandelle en grains entiers et décortiqués* (CXS 169-1989) et la *Norme sur la farine de mil chandelle* (CXS 170-1989), ne traitaient pas de ce type de produit et qu'il apparaissait donc nécessaire d'élaborer une norme régionale distincte.

Débats

61. Le Comité a pris note du soutien à la réalisation de ces travaux, les délégués ayant formulé les observations générales suivantes:
- le produit, qui est un aliment de base traditionnel précuit confectionné à partir de mil, est largement consommé dans la région, en particulier en Afrique de l'Ouest, et il est donc opportun d'élaborer une norme régionale;
 - le mil précuit présente des avantages en matière de santé publique et de nutrition, et les nouveaux travaux aideraient à renforcer ces avantages ainsi que les économies locales par la promotion du commerce régional;
 - plusieurs types de céréales et de farines (par exemple la farine de plantain) sont utilisés pour produire du thiakry; il convient donc de ne pas limiter les travaux aux seuls produits à base de mil;

- le produit ne porte par le même nom dans tous les pays, et il conviendrait par conséquent d'employer un titre plus générique.

62. Le Comité a noté que les travaux bénéficiaient certes d'un appui, mais qu'il restait des lacunes à combler, et a indiqué qu'il fallait notamment harmoniser le document de projet avec les exigences du Manuel de procédure (partie relative aux critères régissant l'établissement des priorités des travaux) et examiner le périmètre des travaux afin de mieux prendre en compte la nature du produit dans les différents pays de la région. Le secrétariat du Codex a rappelé qu'il était recommandé d'adopter une approche horizontale, qu'il fallait définir clairement les enjeux à aborder et veiller à ce que l'approche proposée concernant le type de texte du Codex à élaborer (norme, directive ou code d'usages) convienne pour traiter le sujet et que la proposition soit représentative des besoins de l'ensemble de la région. Il a par ailleurs été rappelé qu'il fallait prendre en compte les normes existantes lorsqu'on s'interrogeait sur la pertinence d'entamer de nouveaux travaux.
63. Prenant note des contraintes de temps et des observations qui font apparaître la nécessité d'un examen plus détaillé, le Président a proposé que les auteurs de la proposition prennent en considération les questions soulevées au cours des débats, affinent la proposition et la présentent à la prochaine session du Comité.

Conclusion

64. Le Comité est convenu de demander au Sénégal de mettre à jour, en collaboration avec les membres intéressés et en consultation avec le Coordonnateur régional, la proposition relative aux céréales précuites en tenant compte des observations faites lors de la session, et de la présenter à nouveau à sa prochaine session.

NOMINATION DU COORDONNATEUR POUR L'AFRIQUE (point 10 de l'ordre du jour)¹¹

65. Le secrétariat du Codex a présenté ce point de l'ordre du jour. Il a rappelé que l'Ouganda avait été nommé Coordonnateur pour l'Afrique à la 43^e session de la Commission, et qu'il ne pouvait pas être réélu étant donné qu'il avait effectué deux mandats.
66. Le Comité est convenu à l'unanimité de recommander que la Commission, à sa 48^e session, nomme la Gambie en tant que prochain Coordonnateur pour l'Afrique et a demandé à l'Ouganda de travailler en concertation avec la Gambie afin de veiller au bon transfert des fonctions de coordination.
67. La Gambie a remercié toutes les délégations pour leur appui, s'est fermement engagée à remplir ses fonctions de coordonnateur et a également remercié l'Ouganda et tout particulièrement M. Hakim Mufumbiro Baligeya d'avoir coordonné de manière efficace les travaux du Codex dans la région.

AUTRES QUESTIONS (point 11 de l'ordre du jour)¹²

68. Faute de temps, le Comité n'a pas pu examiner la proposition de nouveaux travaux sur une norme régionale sur les caroubes fermentées (*Parkia biglobosa*) ni la proposition tendant à établir un organe subsidiaire de la Commission du Codex Alimentarius, qui figurent dans le document CRD03 soumis par le Nigéria.
69. Le Coordonnateur a indiqué au Comité que ces propositions pourraient être de nouveau présentées pour examen lors des prochaines sessions du Comité.
70. S'agissant de la proposition tendant à établir un organe subsidiaire de la Commission du Codex Alimentarius, le secrétariat du Codex a rappelé que la création d'organes subsidiaires relevait de la compétence de la Commission, conformément aux dispositions pertinentes énoncées dans le Manuel de procédure du Codex, et que la décision de créer un comité du Codex dépendait de la demande de nouveaux travaux et du thème central des nouveaux travaux proposés.
71. Le secrétariat du Codex a également rappelé que, lorsqu'elle approuvait de nouveaux travaux, la Commission s'employait à déterminer qui pouvait s'en occuper et si aucun organe subsidiaire compétent n'était en mesure de le faire, elle pouvait décider d'en créer un nouveau ou d'attribuer les travaux à une équipe spéciale. Il a souligné que, lorsqu'elle examinait les propositions de nouveaux travaux, la Commission pouvait également décider de réviser le mandat d'un comité existant de sorte que celui-ci concorde mieux avec les besoins des membres du Codex.

DATE ET LIEU DE LA PROCHAINE SESSION (point 12 de l'ordre du jour)

72. Le Comité a été informé que sa 26^e session se tiendrait dans un délai d'environ deux ans et que des précisions seraient communiquées une fois que la Commission aurait nommé le Coordonnateur, à sa 48^e session, et après consultation du secrétariat du Codex.

¹¹ CX/AFRICA 25/25/11; CRD04 (observations de la Gambie).

¹² CRD03 (présenté par le Nigéria).